



## Chapitre I-16

### LOI D'INTERPRÉTATION

**Application.** **1.** Cette loi s'applique à toute loi de la Législature du Québec, à moins que l'objet, le contexte ou quelque disposition de cette loi ne s'y oppose.

S. R. 1964, c. 1, a. 1.

#### SECTION I

##### DE LA FORMULE DU DÉCRET

**Formule du décret.** **2.** La formule destinée à indiquer l'autorité en vertu de laquelle un projet de loi a été sanctionné est la suivante:

«Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:».

S. R. 1964, c. 1, a. 2; 1968, c. 8, a. 1; 1968, c. 9, a. 56.

**Dispositif.** **3.** Après l'insertion de cette formule, qui suit les considérants de la loi, si elle en contient, et qui, avec ceux-ci, en forme le préambule, vient le dispositif rédigé d'une manière succincte et énonciative.

S. R. 1964, c. 1, a. 3.

#### SECTION II

##### DE LA PROMULGATION

**Date de sanction.** **4.** Le secrétaire de l'Assemblée nationale, en sa qualité de secrétaire de la Législature, doit inscrire en tête de toute loi, immédiatement après l'intitulé, la date de la sanction ou de la réserve par le lieutenant-gouverneur; et, dans ce dernier cas, il inscrit aussi la date à laquelle le lieutenant-gouverneur en a fait connaître la sanction par le gouverneur général en conseil.

Cette inscription fait partie de la loi.

S. R. 1964, c. 1, a. 4; 1968, c. 9, a. 57, a. 90, a. 92.

Entrée en vigueur. **5.** À moins de disposition différente relative à la date de sa mise à exécution, toute loi du Québec devient, si elle n'a pas été réservée, exécutoire le soixantième jour après celui de sa sanction, et, si elle a été réservée et subséquemment sanctionnée, le dixième jour après celui de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 1, a. 5; 1968, c. 23, a. 8.

### SECTION III DU DÉSAVEU

Effet du désaveu. **6.** Une loi cesse d'être exécutoire à compter du jour où il est annoncé, soit par proclamation, soit par discours ou message adressé à l'Assemblée nationale, que cette loi a été désavouée, dans l'année qui a suivi la réception, par le gouverneur général, de la copie authentique qui lui en avait été transmise.

S. R. 1964, c. 1, a. 6; 1968, c. 9, a. 58.

### SECTION IV DES MODIFICATIONS ET ABROGATIONS

Modification à une même session. **7.** Une loi peut être modifiée ou abrogée par une autre loi passée dans la même session.

S. R. 1964, c. 1, a. 7.

Effet des abrogations. **8.** Lorsque quelques-unes des dispositions d'une loi sont abrogées et que d'autres leur sont substituées, les dispositions abrogées demeurent en vigueur jusqu'à ce que les dispositions substituées viennent en vigueur, suivant la loi d'abrogation.

S. R. 1964, c. 1, a. 8.

Rappel d'abrogation. **9.** Quand une disposition législative qui en abroge une autre est elle-même abrogée, la première disposition abrogée ne reprend vigueur que si la Législature en a exprimé l'intention.

S. R. 1964, c. 1, a. 9.

Interprétation. **10.** L'abrogation, le remplacement ou la modification d'une disposition législative contenue dans une loi refondue comporte et a toujours comporté l'abrogation, le remplacement ou la modification de la disposition législative qu'elle reproduit.

S. R. 1964, c. 1, a. 10.

Pouvoir d'abroger ou de modifier. **11.** Une loi est censée réserver à la Législature, lorsque le bien public l'exige, le pouvoir de l'abroger, et également de révoquer, restreindre ou modifier tout pouvoir, privilège ou avantage que cette loi confère à une personne.

S. R. 1964, c. 1, a. 11.

Droits acquis, non affectés par abrogation. **12.** L'abrogation d'une loi ou de règlements faits sous son autorité n'affecte pas les droits acquis, les infractions commises, les peines encourues et les procédures intentées; les droits acquis peuvent être exercés, les infractions poursuivies, les peines imposées et les procédures continuées, nonobstant l'abrogation.

S. R. 1964, c. 1, a. 12.

Effet d'un remplacement ou d'une refonte. **13.** Quand une disposition législative est remplacée ou refondue, les titulaires d'offices continuent d'agir comme s'ils avaient été nommés sous les dispositions nouvelles; les corporations formées conservent leur existence et sont régies par les dispositions nouvelles; les procédures intentées sont continuées, les infractions commises sont poursuivies et les prescriptions commencées sont achevées sous ces mêmes dispositions en tant qu'elles sont applicables.

S. R. 1964, c. 1, a. 13.

## SECTION V

### DE L'IMPRESSION ET DE LA DISTRIBUTION DES LOIS

Copie pour impression. **14.** Dès qu'une loi est sanctionnée ou, si elle a été réservée, aussitôt que la sanction de cette loi est signifiée, le secrétaire de l'Assemblée nationale doit en fournir une copie certifiée conforme ainsi qu'une version en anglais à l'éditeur officiel du Québec, qui est tenu d'en faire l'impression.

S. R. 1964, c. 1, a. 14; 1977, c. 5, a. 212.

Impression. **15.** Les lois sont imprimées suivant que l'ordonne le gouvernement et selon le nombre d'exemplaires qu'il fixe.

S. R. 1964, c. 1, a. 15.

Reliure. **16.** Le recueil des lois de chaque année doit être relié en toile pleine. Le titre doit être imprimé sur le dos du volume avec l'indication de l'année pendant laquelle les lois ont été sanctionnées.

S. R. 1964, c. 1, a. 16; 1968, c. 8, a. 2.

- Notes marginales. **17.** Les notes marginales doivent indiquer l'année et le chapitre des dispositions législatives que le texte modifie ou abroge ou auxquelles il se réfère.  
S. R. 1964, c. 1, a. 17.
- Lois réservées. **18.** Les lois réservées et ensuite sanctionnées par le gouverneur général en conseil, sont publiées dans la *Gazette officielle du Québec*, et sont imprimées plus tard dans le premier recueil annuel des lois qui est imprimé après la signification de la sanction.  
S. R. 1964, c. 1, a. 18; 1968, c. 8, a. 3; 1968, c. 23, a. 8.
- Publication. **19.** Après le trente et un décembre 1952, nonobstant toute autre disposition législative inconciliable avec la présente, l'obligation imposée par une loi de publier dans les lois un document, de quelque nature qu'il soit, s'exécutera exclusivement par sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.  
S. R. 1964, c. 1, a. 19; 1968, c. 23, a. 8.
- Distribution aux députés. **20.** L'Assemblée nationale peut, par résolution, régler la distribution des exemplaires du recueil annuel des lois à ses membres et, à défaut d'une telle résolution, le gouvernement passe un arrêté à cet effet.  
S. R. 1964, c. 1, a. 20; 1968, c. 8, a. 4; 1968, c. 9, a. 59.
- Distribution aux ministères, juges. **21.** La distribution des exemplaires du recueil annuel des lois aux ministères, corps administratifs, juges, officiers publics et autres personnes, est déterminée par un arrêté du gouvernement.  
S. R. 1964, c. 1, a. 21; 1968, c. 8, a. 5.
- Arrêtés fournis à l'éditeur officiel du Québec. **22.** Le greffier du Conseil exécutif est tenu de fournir à l'éditeur officiel du Québec, selon que les circonstances l'exigent, copie de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la présente loi.  
S. R. 1964, c. 1, a. 22; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 2.
- Distribution du recueil des lois. **23.** L'éditeur officiel du Québec est tenu de faire, aussitôt que possible, après la fin de chaque année, la distribution des exemplaires du recueil des lois sanctionnées au cours de l'année précédente, en conformité des résolutions et des arrêtés en conseil ci-dessus mentionnés.  
S. R. 1964, c. 1, a. 23; 1968, c. 8, a. 6; 1968, c. 9, a. 60.

- Distribution du recueil des lois. **24.** Si, après la distribution des exemplaires du recueil des lois, il en reste entre les mains de l'éditeur officiel du Québec, ce dernier peut en livrer aux personnes auxquelles il est autorisé de le faire par le ministre de la justice, et aux membres de l'Assemblée nationale, sur ordre de son président.  
S. R. 1964, c. 1, a. 24; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 16, a. 21; 1968, c. 8, a. 7; 1968, c. 9, a. 61; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 3.
- Rapport de l'éditeur officiel du Québec. **25.** L'éditeur officiel du Québec est tenu de faire annuellement au lieutenant-gouverneur un rapport en triplicata indiquant le nombre d'exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente, les personnes à qui des exemplaires de ce recueil ont été distribués et le nombre qui leur a été livré, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite et le nombre d'exemplaires de recueils des lois qui restent alors en sa possession.  
S. R. 1964, c. 1, a. 25; 1968, c. 8, a. 8.
- Dépôt du rapport. **26.** Le lieutenant-gouverneur soumet ce rapport à l'Assemblée nationale.  
S. R. 1964, c. 1, a. 26; 1968, c. 8, a. 8; 1968, c. 9, a. 62.
- Lois d'intérêt privé. **27.** La personne qui obtient l'adoption d'une loi d'intérêt privé doit payer au gouvernement le coût de l'impression de cette loi dans le recueil des lois de l'année au cours de laquelle elle est sanctionnée.  
S. R. 1964, c. 1, a. 27; 1968, c. 8, a. 8.

## SECTION VI

### DE LA GARDE DES ORIGINAUX DES LOIS

- Garde des originaux. **28.** Les originaux des lois de la Législature du Québec, et les projets de loi réservés pour la signification du bon plaisir du gouverneur général, sont gardés en dépôt par le secrétaire de l'Assemblée nationale, lequel est connu et désigné, quand il agit comme officier de la Législature, sous le nom de «secrétaire de la Législature».  
S. R. 1964, c. 1, a. 28; 1968, c. 9, a. 63, a. 90, a. 92.
- Secrétaire adjoint de la Législature. **29.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire de la Législature pour une cause quelconque, le secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale peut exercer tous les pouvoirs du secrétaire, et est alors désigné sous le nom de secrétaire adjoint de la Législature.  
S. R. 1964, c. 1, a. 29; 1968, c. 9, a. 64, a. 90, a. 92.

- Remplacement d'originaux détruits.** **30.** Lorsque les originaux ont été détruits par incendie ou autrement, une série de volumes reliés des lois ou, suivant le cas, des recueils des lois que l'éditeur officiel du Québec a imprimés peut, sur l'ordre du ministre de la justice, être déposée dans le bureau du secrétaire de la Législature pour tenir lieu des originaux ainsi détruits.  
S. R. 1964, c. 1, a. 30; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 16, a. 21; 1968, c. 8, a. 9; 1968, c. 9, a. 90, a. 92; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 4.
- Sceau du secrétaire de la Législature.** **31.** Le secrétaire de la Législature a un sceau d'office, et il l'appose sur les copies ou exemplaires certifiés des lois destinés au gouverneur général ou au registraire du Québec, ou destinés à être produits devant les tribunaux, soit au Canada, soit hors du Canada, ainsi que dans tous les autres cas où il le juge à propos.  
S. R. 1964, c. 1, a. 31; 1968, c. 9, a. 90, a. 92.
- Authenticité des copies.** **32.** Les copies ou exemplaires d'une loi ainsi certifiés par le secrétaire de la Législature, sont authentiques et font preuve de l'existence et de la teneur de cette loi.  
S. R. 1964, c. 1, a. 32; 1968, c. 9, a. 90, a. 92.
- Exemplaires au gouv.-gén.** **33.** Le secrétaire de la Législature se procure un nombre suffisant d'exemplaires reliés du recueil des lois de chaque année dès qu'ils sont disponibles chez l'éditeur officiel du Québec et il en remet un au lieutenant-gouverneur afin que celui-ci le transmette au gouverneur-général, comme l'exige l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867; il lui remet aussi des copies de tout projet de loi réservé pour la signification du bon plaisir du gouverneur-général après les avoir certifiées conformes à l'original. Il remet aussi un exemplaire de ce recueil au registraire du Québec.  
S. R. 1964, c. 1, a. 33; 1968, c. 8, a. 10; 1968, c. 9, a. 90, a. 92.
- Copies sur demande.** **34.** Le secrétaire de la Législature fournit aussi des copies ou exemplaires certifiés de toute loi à toute personne qui en fait la demande, et, pour ces copies ou exemplaires, il a droit, avant de les délivrer, à un honoraire de dix centins pour chaque cent mots contenus dans la copie ou l'exemplaire et dans le certificat.
- Honoraires.** Les sommes ainsi reçues forment partie du fonds consolidé du revenu, et il en est rendu compte en conséquence.  
S. R. 1964, c. 1, a. 34; 1968, c. 9, a. 90, a. 92.

Copies pour le service public. **35.** Les copies ou exemplaires certifiés, requis pour le service public, s'obtiennent du secrétaire de la Législature, sans paiement d'honoraires.

S. R. 1964, c. 1, a. 35; 1968, c. 9, a. 90, a. 92; 1969, c. 26, a. 5.

Certificat d'authenticité. **36.** 1. Le secrétaire de la Législature met, au bas de l'exemplaire ou de la copie qu'il est requis de certifier, un certificat dûment signé et authentiqué par lui et se lisant comme suit: «Copie conforme de la loi du Québec, sanctionnée le ( *date de la sanction* ) et dont l'original se trouve dans les archives de mon bureau.»

Dans le cas où la loi a été réservée pour la signification du bon plaisir du gouverneur général, le certificat est modifié en conséquence.

Original détruit. 2. Dans le cas d'originaux détruits et remplacés, tel que prévu par l'article 30, le certificat du secrétaire de la Législature doit se lire comme suit: «Copie conforme de la loi du Québec sanctionnée le ( *date de la sanction* ).»

S. R. 1964, c. 1, a. 36; 1968, c. 8, a. 11; 1968, c. 9, a. 90, a. 92.

### SECTION VII

#### DE L'AUTHENTICITÉ DES LOIS

Preuve. **37.** L'impression des lois de la Législature du Québec dans le recueil annuel des lois publié par l'éditeur officiel du Québec ou, avant la publication de ce volume, dans la *Gazette officielle du Québec*, fait preuve absolue de l'existence et de la teneur de ces lois.

S. R. 1964, c. 1, a. 37; 1968, c. 8, a. 12.

### SECTION VIII

#### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Application des règles d'interprétation. **38.** Une loi n'est pas soustraite à l'application d'une règle d'interprétation qui lui est applicable, et qui, d'ailleurs, n'est pas incompatible avec la présente loi, parce que celle-ci ne la contient pas.

S. R. 1964, c. 1, a. 38.

Lois publiques. **39.** Une loi est publique, à moins qu'elle n'ait été déclarée privée.  
Connaissance d'office. Toute personne est tenue de prendre connaissance des lois publiques, mais les lois privées doivent être plaidées.

S. R. 1964, c. 1, a. 39.

- Préambule. **40.** Le préambule d'une loi en fait partie et sert à en expliquer l'objet et la portée.
- Interprétation. Les lois doivent s'interpréter, en cas de doute, de manière à ne pas restreindre le statut du français.  
S. R. 1964, c. 1, a. 40; 1977, c. 5, a. 213.
- Objet présumé. **41.** Toute disposition d'une loi, qu'elle soit impérative, prohibitive ou pénale, est réputée avoir pour objet de remédier à quelque abus ou de procurer quelque avantage.
- Interprétation libérale. Une telle loi reçoit une interprétation large, libérale, qui assure l'accomplissement de son objet et l'exécution de ses prescriptions suivant leurs véritables sens, esprit et fin.  
S. R. 1964, c. 1, a. 41.
- Droits de la couronne. **42.** Nulle loi n'a d'effet sur les droits de la couronne, à moins qu'ils n'y soient expressément compris.
- Droits des tiers. De même, nulle loi d'une nature locale et privée n'a d'effet sur les droits des tiers, à moins qu'ils n'y soient spécialement mentionnés.  
S. R. 1964, c. 1, a. 42.
- Renvoi à un article. **43.** Tout renvoi, dans une loi des présentes Lois refondues, à un article, sans mention du chapitre dont cet article fait partie, est un renvoi à un article de ladite loi.  
S. R. 1964, c. 1, a. 43.
- Renvoi à une série d'articles. **44.** Toute série d'articles de loi à laquelle une disposition législative se réfère comprend les articles dont les numéros servent à déterminer le commencement et la fin de cette série.  
S. R. 1964, c. 1, a. 44.
- Lois de validation et d'interprétation. **45.** Nulle disposition d'une loi du Québec n'infirme les lois passées à l'effet de confirmer, valider, légaliser ou interpréter des statuts ou lois, actes ou documents quelconques.  
S. R. 1964, c. 1, a. 45.
- Renvois abrégés. **46.** Toute formule abrégée de renvoi à une loi est suffisante si elle est intelligible; et nulle formule particulière n'est de rigueur.  
S. R. 1964, c. 1, a. 46.



- Formules.** **47.** Toute formule désignée dans une loi par un chiffre s'entend de la formule correspondante des annexes de cette loi.  
S. R. 1964, c. 1, a. 47.
- Emploi des formules.** **48.** L'emploi rigoureux des formules édictées par une loi pour assurer l'exécution de ses dispositions, n'est pas prescrit, à peine de nullité, si les variantes n'en affectent pas le sens.  
S. R. 1964, c. 1, a. 48.
- Temps du verbe.** **49.** La loi parle toujours; et, quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition, cette disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer.  
S. R. 1964, c. 1, a. 49.
- Temps présent.** **50.** Nulle disposition légale n'est déclaratoire ou n'a d'effet rétroactif pour la raison seule qu'elle est énoncée au présent du verbe.  
S. R. 1964, c. 1, a. 50.
- «Sera», «pourra», «peut».* **51.** Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue; mais s'il est dit qu'une chose «pourra» ou «peut» être faite, il est facultatif de l'accomplir ou non.  
S. R. 1964, c. 1, a. 51.
- Délai expirant un jour férié.** **52.** Si le délai fixé pour une procédure ou pour l'accomplissement d'une chose expire un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant.
- Délai expirant un samedi.** Si le délai fixé pour l'enregistrement d'un document au bureau d'enregistrement expire un samedi, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant.  
S. R. 1964, c. 1, a. 52; 1970, c. 4, a. 1.
- Genre.** **53.** Le genre masculin comprend les deux sexes, à moins que le contexte n'indique le contraire.  
S. R. 1964, c. 1, a. 53.
- Nombre.** **54.** Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plu-

sieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension.

S. R. 1964, c. 1, a. 54.

**Destitution.** **55.** Le droit de nomination à un emploi ou fonction comporte celui de destitution.

**Nominations.** Lorsqu'une loi ou quelque disposition d'une loi entre en vigueur à une date postérieure à sa sanction, les nominations à un emploi ou à une fonction qui en découle peuvent valablement être faites dans les trente jours qui précèdent la date de cette entrée en vigueur, pour prendre effet à cette date, et les règlements qui y sont prévus peuvent valablement être faits et publiés avant cette date.

**Nominations.** Toutefois, s'il s'agit d'une loi ou de quelque disposition d'une loi entrant en vigueur par suite d'une proclamation, ces nominations ne peuvent se faire qu'à compter de la date de cette proclamation.

**Démission.** La démission de tout fonctionnaire ou employé peut valablement être acceptée par le ministre de la couronne qui préside le ministère dont relève ce fonctionnaire ou employé.

S. R. 1964, c. 1, a. 55; 1968, c. 8, a. 13.

**Juridiction.** **56.** 1. Lorsqu'il est ordonné qu'une chose doit être faite par ou devant un juge, magistrat, fonctionnaire ou officier public, on doit entendre celui dont les pouvoirs ou la juridiction s'étendent au lieu où cette chose doit être faite.

**Pouvoirs des successeurs et adjoints.** 2. Les devoirs imposés et les pouvoirs conférés à un officier ou fonctionnaire public, sous son nom officiel, passent à son successeur et s'étendent à son adjoint, en tant qu'ils sont compatibles avec la charge de ce dernier.

S. R. 1964, c. 1, a. 56; 1974, c. 11, a. 49.

**Pouvoirs ancillaires.** **57.** L'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin.

S. R. 1964, c. 1, a. 57.

**Prestation du serment.** **58.** A moins de dispositions spéciales, lorsqu'il est prescrit de prêter ou de recevoir un serment, ce serment est reçu, et le certificat de sa prestation est donné par tout juge, tout magistrat, ou tout commissaire autorisé à cet effet, ayant juridiction dans le lieu où le serment est prêté, ou par un notaire.

S. R. 1964, c. 1, a. 58.

**Pouvoir de la majorité.** **59.** Lorsqu'un acte doit être accompli par plus de deux personnes,

il peut l'être valablement par la majorité de ces personnes, sauf les cas particuliers d'exception.

S. R. 1964, c. 1, a. 59.

Vacance n'entraîne pas dissolution.

**60.** Un organisme constitué en vertu d'une loi de la Législature, avec ou sans le status d'une corporation, et composé d'un nombre déterminé de membres, n'est pas dissous par suite d'une ou de plusieurs vacances survenues parmi ses membres par décès, démission ou autrement.

S. R. 1964, c. 1, a. 60.

**Définitions:** **61.** Dans toute loi, à moins qu'il n'existe des dispositions particulières à ce contraires:

«*Sa Majesté*»;  
1° Les mots «*Sa Majesté*», «*roi*», «*souverain*», «*reine*», «*couronne*», signifient le souverain du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, et chef du Commonwealth;

«*gouverneur gén.*»,  
«*lieutenant-gouverneur*»;  
2° Les mots «*gouverneur général*» signifient le gouverneur général du Canada, ou la personne administrant le gouvernement du Canada; et les mots «*lieutenant-gouverneur*», le lieutenant-gouverneur du Québec, ou la personne administrant le gouvernement du Québec;

«*gouverneur gén. en conseil*»,  
«*lieutenant-gouverneur en conseil*»;  
3° Les mots «*gouverneur général en conseil*» signifient le gouverneur général ou la personne administrant le gouvernement, agissant de l'avis du Conseil privé de la reine pour le Canada; et les mots «*lieutenant-gouverneur en conseil*», le lieutenant-gouverneur ou la personne administrant le gouvernement, agissant de l'avis du Conseil exécutif du Québec;

«*Royaume-Uni*»,  
«*Etats-Unis*», «*Canada*»;  
4° Les mots «*Royaume-Uni*» signifient le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; les mots «*États-Unis*», les États-Unis d'Amérique; les mots «*la Puissance*» et «*Canada*», signifient la Puissance du Canada;

«*Union*»;  
5° Les mots «*l'Union*» signifient l'union des provinces effectuée en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et des lois subséquentes;

«*Bas-Canada*»;  
6° Les mots «*Bas-Canada*» signifient cette partie du Canada qui formait ci-devant la province du Bas-Canada, et signifient maintenant le Québec;

«*province*», «*provincial*»;  
7° Le mot «*province*», employé seul, signifie la province de Québec; et le qualificatif «*provincial*» ajouté aux mots «*acte*», «*statut*» ou «*loi*», signifie un acte, un statut ou une loi du Québec;

«*Parlement impérial*»,  
«*Parlement fédéral*»,  
«*Législature*»;  
8° Les mots «*Parlement impérial*» signifient le Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; les mots «*Parlement fédéral*» signifient le Parlement du Canada; le mot «*Législature*» signifie la Législature du Québec;

«*session*»;  
9° Le mot «*session*» signifie une session de la Législature du

|   |  |
|---|--|
|   | Québec; et comprend le jour de son ouverture et celui de sa prorogation;   |
| «actes impériaux», «actes fédéraux», «acte», «statut», «loi»; | 10° Les mots «actes impériaux» ou «statuts impériaux» signifient les lois passées par le Parlement impérial; les mots «actes fédéraux» ou «statuts fédéraux» signifient les lois passées par le Parlement du Canada; les mots «acte», «statut» ou «loi», partout où ils sont employés sans qualificatif, s'entendent des actes, statuts et lois de la Législature du Québec;       |
| «Code civil», «Code de procédure», «Code municipal»;          | 11° Les mots «Code civil» signifient le Code civil du Bas-Canada; et les mots «Code de procédure» ou «Code de procédure civile» et «Code municipal» signifient respectivement le Code de procédure civile du Québec et le Code municipal du Québec;  |
| «gouvernement»;   | 12° Les mots «gouvernement» ou «gouvernement exécutif» signifient le lieutenant-gouverneur et le Conseil exécutif du Québec;   |
| «officier en loi»;  | 13° Les mots «officier en loi» ou «officier en loi de la couronne» signifient le ministre de la justice du Québec;   |
| Ministère, officier public;                                   | 14° Les mots désignant un ministère ou un officier public se rapportent au ministère ou à l'officier de la même dénomination pour le Québec;   |
| «magistrat»;  | 15° Le mot «magistrat» signifie juge de paix; et les mots «deux juges de paix» signifient deux juges de paix ou plus agissant ensemble;  |
| «personne»;   | 16° Le mot «personne» comprend les corporations et s'étend aux héritiers et représentants légaux, à moins que la loi ou les circonstances particulières du cas ne s'y opposent;  |
| Nom d'un pays, d'une corporation, d'un officier;              | 17° Le nom communément donné à un pays, un lieu, un corps, une corporation, une société, un officier, un fonctionnaire, une personne, une partie ou une chose, désigne et signifie le pays, le lieu, le corps, la corporation, la société, l'officier, le fonctionnaire, la personne, la partie ou la chose même, ainsi dénommé, sans qu'il soit besoin de plus ample description; |
| «grand sceau»;  | 18° Les mots «grand sceau» signifient le grand sceau du Québec;  |
| «commission»;   | 19° Le mot «commission», chaque fois qu'il se rapporte à une commission émise par le lieutenant-gouverneur en vertu d'une loi ou d'un arrêté en conseil, signifie une commission sous le grand sceau, formulée au nom de la reine;   |
| «proclamation»;   | 20° Le mot «proclamation» signifie proclamation sous le grand sceau;   |
| «écriture», «écrit»;  | 21° Les mots «écriture», «écrit» et autres ayant la même signification, comprennent ce qui est imprimé, peint, gravé, lithographié ou autrement tracé ou copié;  |
| «actes, registres, fonctionnaires, de l'état civil»;          | 22° Les mots «actes de l'état civil» signifient les inscriptions faites sur les registres tenus d'après la loi, aux fins de constater les naissances, mariages et sépultures; les «registres de l'état civil» sont les livres ainsi tenus et dans lesquels ces actes sont inscrits; les «fonctionnaires de l'état civil» sont ceux chargés de tenir ces registres;                 |
| «jour de fête», «jour férié»;                                 | 23° Les mots «jour de fête» et «jour férié» désignent:<br>a) les dimanches;  |

- b) le 1<sup>er</sup> janvier;
  - c) le Vendredi-saint;
  - d) le lundi de Pâques;
  - e) le 24 juin, fête de la Saint-Jean-Baptiste, ou le 25 juin si le 24 tombe un dimanche;
  - f) le 1<sup>er</sup> juillet, anniversaire de la Confédération, ou le 2 juillet si le 1<sup>er</sup> tombe un dimanche;
  - g) le premier lundi de septembre, fête du Travail;
  - h) le 25 décembre;
  - i) le jour fixé par proclamation du gouverneur général pour marquer l'anniversaire du Souverain;
  - j) tout autre jour fixé par proclamation du gouvernement comme jour de fête publique ou d'action de grâces;
- «mois»;  
«maintenant», «prochain»;  
«serment»;  
«faillite»;  
«centin»;
- 24° Le mot «mois» signifie un mois de calendrier;
  - 25° Les mots «maintenant» et «prochain» se rapportent au temps de la mise en vigueur de la loi;
  - 26° Le mot «serment» comprend l'affirmation solennelle qu'il est permis à certaines personnes de faire au lieu du serment;
  - 27° La «faillite» est l'état d'un commerçant qui a cessé ses paiements;
  - 28° Le mot «centin» employé dans la version française des lois du Québec signifie la pièce de monnaie appelée «cent» dans les lois du Canada et dans la version anglaise des lois du Québec;
  - 29° Les mots «Lois refondues du Québec, 1977», ou «Lois refondues, 1977», désignent les présentes Lois refondues.

S. R. 1964, c. 1, a. 61 (*partie*); 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 16, a. 21; 1966-67, c. 14, a. 1; 1968, c. 9, a. 90.

Renvois. **62.** Un renvoi à une loi de la Législature du Québec sanctionnée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969 est suffisant s'il indique l'année civile au cours de laquelle la loi est sanctionnée ainsi que le numéro du projet de loi qui l'a introduite ou le numéro de chapitre qui lui est attribué dans le recueil annuel des lois.

Renvois. Un renvoi à une loi de la Législature du Québec sanctionnée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1969 est suffisant s'il indique, outre le numéro de chapitre qui lui est attribué dans le volume des lois qui a été publié pour chaque session par l'éditeur officiel du Québec, l'année ou les années civiles au cours desquelles s'est tenue la session de la Législature durant laquelle la loi a été sanctionnée, et si plusieurs sessions ont été tenues au cours d'une année civile, en ajoutant la désignation ordinale de la session dont il s'agit pour cette année civile, conformément à la dernière colonne du tableau reproduit à l'annexe A.

1968, c. 8, a. 14; 1968, c. 23, a. 8.

# INTERPRÉTATION

## ANNEXE A (Article 62)

| Législature | Session | Date d'ouverture | Date de prorogation | Citation par année de règne | Citation par année de calendrier |
|-------------|---------|------------------|---------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| 1           | 1       | 27 / 12 / 1867   | 24 / 2 / 1868       | 31 Vict.                    | 1867-1868                        |
|             | 2       | 20 / 1 / 1869    | 5 / 4 / 1869        | 32 Vict.                    | 1869                             |
|             | 3       | 23 / 11 / 1869   | 1 / 2 / 1870        | 33 Vict.                    | 1869-1870                        |
|             | 4       | 3 / 11 / 1870    | 24 / 12 / 1870      | 34 Vict.                    | 1870                             |
| 2           | 1       | 7 / 11 / 1871    | 23 / 12 / 1871      | 35 Vict.                    | 1871                             |
|             | 2       | 7 / 11 / 1872    | 24 / 12 / 1872      | 36 Vict.                    | 1872                             |
|             | 3       | 4 / 12 / 1873    | 28 / 1 / 1874       | 37 Vict.                    | 1873-1874                        |
|             | 4       | 3 / 12 / 1874    | 23 / 2 / 1875       | 38 Vict.                    | 1874-1875                        |
| 3           | 1       | 4 / 11 / 1875    | 24 / 12 / 1875      | 39 Vict.                    | 1875                             |
|             | 2       | 10 / 11 / 1876   | 28 / 12 / 1876      | 40 Vict.                    | 1876                             |
|             | 3       | 19 / 12 / 1877   | 9 / 3 / 1878        | 41 Vict.                    | 1877-1878                        |
| 4           | 1       | 4 / 6 / 1878     | 20 / 7 / 1878       | 41-42 Vict.                 | 1878                             |
|             | 2       | 19 / 6 / 1879    | 31 / 10 / 1879      | 42-43 Vict.                 | 1879                             |
|             | 3       | 28 / 5 / 1880    | 24 / 7 / 1880       | 43-44 Vict.                 | 1880                             |
|             | 4       | 28 / 4 / 1881    | 30 / 6 / 1881       | 44-45 Vict.                 | 1881                             |
| 5           | 1       | 8 / 3 / 1882     | 27 / 5 / 1882       | 45 Vict.                    | 1882                             |
|             | 2       | 18 / 1 / 1883    | 30 / 3 / 1883       | 46 Vict.                    | 1883                             |
|             | 3       | 27 / 3 / 1884    | 10 / 6 / 1884       | 47 Vict.                    | 1884                             |
|             | 4       | 5 / 3 / 1885     | 9 / 5 / 1885        | 48 Vict.                    | 1885                             |
|             | 5       | 8 / 4 / 1886     | 21 / 6 / 1886       | 49-50 Vict.                 | 1886                             |
| 6           | 1       | 27 / 1 / 1887    | 18 / 5 / 1887       | 50 Vict.                    | 1887                             |
|             | 2       | 15 / 5 / 1888    | 12 / 7 / 1888       | 51-52 Vict.                 | 1888                             |
|             | 3       | 9 / 1 / 1889     | 21 / 3 / 1889       | 52 Vict.                    | 1889                             |
|             | 4       | 7 / 1 / 1890     | 2 / 4 / 1890        | 53 Vict.                    | 1890 Sess. 1                     |
| 7           | 1       | 4 / 11 / 1890    | 30 / 12 / 1890      | 54 Vict.                    | 1890 Sess. 2                     |
| 8           | 1       | 26 / 4 / 1892    | 24 / 6 / 1892       | 55-56 Vict.                 | 1892                             |
|             | 2       | 12 / 1 / 1893    | 27 / 2 / 1893       | 56 Vict.                    | 1893                             |
|             | 3       | 9 / 11 / 1893    | 8 / 1 / 1894        | 57 Vict.                    | 1893-1894                        |
|             | 4       | 20 / 11 / 1894   | 12 / 1 / 1895       | 58 Vict.                    | 1894-1895                        |
|             | 5       | 30 / 10 / 1895   | 21 / 12 / 1895      | 59 Vict.                    | 1895                             |
|             | 6       | 17 / 11 / 1896   | 9 / 1 / 1897        | 60 Vict.                    | 1896-1897                        |
| 9           | 1       | 23 / 11 / 1897   | 15 / 1 / 1898       | 61 Vict.                    | 1897-1898                        |
|             | 2       | 12 / 1 / 1899    | 10 / 3 / 1899       | 62 Vict.                    | 1899                             |
|             | 3       | 18 / 1 / 1900    | 23 / 3 / 1900       | 63 Vict.                    | 1900                             |

# INTERPRÉTATION

| Législature | Session | Date d'ouverture | Date de prorogation | Citation par année de règne | Citation par année de calendrier |
|-------------|---------|------------------|---------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| 10          | 1       | 14 / 2 / 1901    | 28 / 3 / 1901       | 1 Ed. VII                   | 1901                             |
|             | 2       | 13 / 2 / 1902    | 26 / 3 / 1902       | 2 Ed. VII                   | 1902                             |
|             | 3       | 26 / 2 / 1903    | 25 / 4 / 1903       | 3 Ed. VII                   | 1903                             |
|             | 4       | 22 / 3 / 1904    | 2 / 6 / 1904        | 4 Ed. VII                   | 1904                             |
| 11          | 1       | 2 / 3 / 1905     | 20 / 5 / 1905       | 5 Ed. VII                   | 1905                             |
|             | 2       | 18 / 1 / 1906    | 9 / 3 / 1906        | 6 Ed. VII                   | 1906                             |
|             | 3       | 15 / 1 / 1907    | 14 / 3 / 1907       | 7 Ed. VII                   | 1907                             |
|             | 4       | 3 / 3 / 1908     | 25 / 4 / 1908       | 8 Ed. VII                   | 1908                             |
| 12          | 1       | 2 / 3 / 1909     | 29 / 5 / 1909       | 9 Ed. VII                   | 1909                             |
|             | 2       | 15 / 3 / 1910    | 4 / 6 / 1910        | 1 Geo. V                    | 1910                             |
|             | 3       | 10 / 1 / 1911    | 24 / 3 / 1911       | 1 Geo. V 2e sess.           | 1911                             |
|             | 4       | 9 / 1 / 1912     | 3 / 4 / 1912        | 2 Geo. V                    | 1912 Sess. 1                     |
| 13          | 1       | 5 / 11 / 1912    | 21 / 12 / 1912      | 3 Geo. V                    | 1912 Sess. 2                     |
|             | 2       | 11 / 11 / 1913   | 19 / 2 / 1914       | 4 Geo. V                    | 1913-1914                        |
|             | 3       | 7 / 1 / 1915     | 5 / 3 / 1915        | 5 Geo. V                    | 1915                             |
|             | 4       | 11 / 1 / 1916    | 16 / 3 / 1916       | 6 Geo. V                    | 1916 Sess. 1                     |
| 14          | 1       | 7 / 11 / 1916    | 22 / 12 / 1916      | 7 Geo. V                    | 1916 Sess. 2                     |
|             | 2       | 4 / 12 / 1917    | 9 / 2 / 1918        | 8 Geo. V                    | 1917-1918                        |
|             | 3       | 21 / 1 / 1919    | 17 / 3 / 1919       | 9 Geo. V                    | 1919                             |
| 15          | 1       | 10 / 12 / 1919   | 14 / 2 / 1920       | 10 Geo. V                   | 1919-1920                        |
|             | 2       | 11 / 1 / 1921    | 19 / 3 / 1921       | 11 Geo. V                   | 1921                             |
|             | 3       | 10 / 1 / 1922    | 21 / 3 / 1922       | 12 Geo. V                   | 1922 Sess. 1                     |
|             | 4       | 24 / 10 / 1922   | 29 / 12 / 1922      | 13 Geo. V                   | 1922 Sess. 2                     |
| 16          | 1       | 17 / 12 / 1923   | 15 / 3 / 1924       | 14 Geo. V                   | 1923-1924                        |
|             | 2       | 7 / 1 / 1925     | 3 / 4 / 1925        | 15 Geo. V                   | 1925                             |
|             | 3       | 7 / 1 / 1926     | 24 / 3 / 1926       | 16 Geo. V                   | 1926                             |
|             | 4       | 11 / 1 / 1927    | 1 / 4 / 1927        | 17 Geo. V                   | 1927                             |
| 17          | 1       | 10 / 1 / 1928    | 22 / 3 / 1928       | 18 Geo. V                   | 1928                             |
|             | 2       | 8 / 1 / 1929     | 4 / 4 / 1929        | 19 Geo. V                   | 1929                             |
|             | 3       | 7 / 1 / 1930     | 4 / 4 / 1930        | 20 Geo. V                   | 1930                             |
|             | 4       | 2 / 12 / 1930    | 4 / 4 / 1931        | 21 Geo. V                   | 1930-1931                        |
| 18          | 1       | 3 / 11 / 1931    | 19 / 2 / 1932       | 22 Geo. V                   | 1931-1932                        |
|             | 2       | 10 / 1 / 1933    | 13 / 4 / 1933       | 23 Geo. V                   | 1933                             |
|             | 3       | 9 / 1 / 1934     | 20 / 4 / 1934       | 24 Geo. V                   | 1934                             |
|             | 4       | 8 / 1 / 1935     | 18 / 5 / 1935       | 25-26 Geo. V                | 1935                             |
| 19          | 1       | 24 / 3 / 1936    | 11 / 6 / 1936       | 1 Ed. VIII                  | 1936 Sess. 1                     |

# INTERPRÉTATION

| Législature | Session | Date d'ouverture | Date de prorogation | Citation par année de règne | Citation par année de calendrier |
|-------------|---------|------------------|---------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| 20          | 1       | 7 / 10 / 1936    | 12 / 11 / 1936      | 1 Ed. VIII 2e sess.         | 1936 Sess. 2                     |
|             | 2       | 24 / 2 / 1937    | 27 / 5 / 1937       | 1 Geo. VI                   | 1937                             |
|             | 3       | 26 / 1 / 1938    | 12 / 4 / 1938       | 2 Geo. VI                   | 1938                             |
|             | 4       | 18 / 1 / 1939    | 28 / 4 / 1939       | 3 Geo. VI                   | 1939                             |
| 21          | 1       | 20 / 2 / 1940    | 22 / 6 / 1940       | 4 Geo. VI                   | 1940                             |
|             | 2       | 7 / 1 / 1941     | 17 / 5 / 1941       | 5 Geo. VI                   | 1941                             |
|             | 3       | 24 / 2 / 1942    | 29 / 5 / 1942       | 6 Geo. VI                   | 1942                             |
|             | 4       | 23 / 2 / 1943    | 23 / 6 / 1943       | 7 Geo. VI                   | 1943                             |
|             | 5       | 18 / 1 / 1944    | 3 / 6 / 1944        | 8 Geo. VI                   | 1944                             |
| 22          | 1       | 7 / 2 / 1945     | 1 / 6 / 1945        | 9 Geo. VI                   | 1945                             |
|             | 2       | 13 / 2 / 1946    | 17 / 4 / 1946       | 10 Geo. VI                  | 1946                             |
|             | 3       | 12 / 2 / 1947    | 10 / 5 / 1947       | 11 Geo. VI                  | 1947                             |
|             | 4       | 14 / 1 / 1948    | 1 / 4 / 1948        | 12 Geo. VI                  | 1948                             |
| 23          | 1       | 19 / 1 / 1949    | 10 / 3 / 1949       | 13 Geo. VI                  | 1949                             |
|             | 2       | 15 / 2 / 1950    | 5 / 4 / 1950        | 14 Geo. VI                  | 1950                             |
|             | 3       | 8 / 11 / 1950    | 14 / 3 / 1951       | 14-15 Geo. VI               | 1950-1951                        |
|             | 4       | 7 / 11 / 1951    | 23 / 1 / 1952       | 15-16 Geo. VI               | 1951-1952                        |
| 24          | 1       | 12 / 11 / 1952   | 26 / 2 / 1953       | 1-2 Eliz. II                | 1952-1953                        |
|             | 2       | 18 / 11 / 1953   | 5 / 3 / 1954        | 2-3 Eliz. II                | 1953-1954                        |
|             | 3       | 17 / 11 / 1954   | 22 / 2 / 1955       | 3-4 Eliz. II                | 1954-1955                        |
|             | 4       | 16 / 11 / 1955   | 23 / 2 / 1956       | 4-5 Eliz. II                | 1955-1956                        |
| 25          | 1       | 14 / 11 / 1956   | 21 / 2 / 1957       | 5-6 Eliz. II                | 1956-1957                        |
|             | 2       | 13 / 11 / 1957   | 21 / 2 / 1958       | 6-7 Eliz. II                | 1957-1958                        |
|             | 3       | 19 / 11 / 1958   | 5 / 3 / 1959        | 7-8 Eliz. II                | 1958-1959                        |
|             | 4       | 18 / 11 / 1959   | 18 / 3 / 1960       | 8-9 Eliz. II                | 1959-1960                        |
| 26          | 1       | 20 / 9 / 1960    | 22 / 9 / 1960       | 9 Eliz. II                  | 1960                             |
|             | 2       | 10 / 11 / 1960   | 10 / 6 / 1961       | 9-10 Eliz. II               | 1960-1961                        |
|             | 3       | 9 / 1 / 1962     | 19 / 9 / 1962       | 10-11 Eliz. II              | 1962                             |
| 27          | 1       | 15 / 1 / 1963    | 11 / 7 / 1963       | 11-12 Eliz. II              | 1963 Sess. 1                     |
|             | 2       | 21 / 8 / 1963    | 23 / 8 / 1963       | 12 Eliz. II                 | 1963 Sess. 2                     |
|             | 3       | 14 / 1 / 1964    | 31 / 7 / 1964       | 12-13 Eliz. II              | 1964                             |
|             | 4       | 21 / 1 / 1965    | 6 / 8 / 1965        | 13-14 Eliz. II              | 1965 Sess. 1                     |
|             | 5       | 22 / 10 / 1965   | 22 / 10 / 1965      | 14 Eliz. II                 | 1965 Sess. 2                     |
|             | 6       | 25 / 1 / 1966    | 18 / 4 / 1966       | 14-15 Eliz. II              | 1966                             |
| 28          | 1       | 1 / 12 / 1966    | 12 / 8 / 1967       | 15-16 Eliz. II              | 1966-1967                        |
|             | 2       | 20 / 10 / 1967   | 21 / 10 / 1967      | 16 Eliz. II                 | 1967                             |
|             | 3       | 20 / 2 / 1968    | 18 / 12 / 1968      | 17 Eliz. II                 | 1968                             |

1968, c. 8, annexe.



### ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 1 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-16 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 1**

**Chapitre I-16**

LOI D'INTERPRÉTA-  
TION

LOI D'INTERPRÉTA-  
TION

| ARTICLES      | ARTICLES      | REMARQUES   |
|---------------|---------------|---|
| 1 - 60        | 1 - 60        |   |
| 61            | 61            |   |
| par. 1° - 15° | par. 1° - 15° |   |
| par. 16°      |               | Implicitement abrogé<br>1965 (1 <sup>re</sup> sess.), c. 17 |
| par. 17°      | par. 16°      |   |
| par. 18°      | par. 17°      |   |
| par. 19°      | par. 18°      |   |
| par. 20°      | par. 19°      |   |
| par. 21°      | par. 20°      |   |
| par. 22°      | par. 21°      |   |
| par. 23°      | par. 22°      |   |
| par. 24°      | par. 23°      |   |
| par. 25°      | par. 24°      |   |
| par. 26°      | par. 25°      |   |
| par. 27°      | par. 26°      |   |
| par. 28°      | par. 27°      |   |
| par. 29°      | par. 28°      |   |
| par. 30°      | par. 29°      |   |

## INTERPRÉTATION

---

**S.R. 1964, c. 1**

**L.R. 1977, c. I-16**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

62

Intégré par la refonte  
1968, c. 8, a. 14

Annexe A

Intégrée par la refonte  
1968, c. 8, annexe

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*



